NIGER: CONFLICT SCAN

Kallo Karayé ! On est ensemble !

DIFFA

JUILLET 2018

Contact :

Sophien Ben-Achour
Sahel Representative
Search for Common Ground
+227 99 49 94 71
sben-achour@sfcg.org

Aboubacar Moutari
Director of Programs
Search for Common Ground
+227 96 40 00 39
amoutari@sfcg.org

Le "Conflict Scan" a été réalisée en utilisant une méthodologie conçue de Search for Common Ground (Search). Elle a été développée dans le cadre de notre programmation en plusieurs pays en Afrique et modifiée pour s'adapter au contexte nigérien et plus particulièrement à celui de la région de Diffa. L'équipe de recherche était composée par les enquêteurs locaux de la région de Diffa et des membres de personnel de Search - Niger. La supervision de la collecte de données a été effectuée par **Frank Mehotin,** coordinateur S&E Search Niger, ainsi que par **Melody Musser**, de l'équipe d'apprentissage institutionnel (ILT) d'Afrique de l'Ouest. L'analyse des données et la rédaction du rapport ont également été effectuées par Melody Musser. La supervision et revue technique ont été effectués par **Maartje Hofs** et Frank Mehotin de Search Niger et **Emilie Roy,** la spécialiste régionale d'Afrique de l'Ouest de ILT. **Lawali Sahirou Garba,** du bureau de Search-Diffa, dirige le projet "Kallo Karaye" (On Est Ensemble) pour lequel cette analyse de conflit a été réalisée. L'achèvement de cette analyse du conflit ne serait pas possible sans le soutien généreux et l'étroite partenariat du **UNHCR au Niger.**

Pour toute question sur le projet ou le Conflict Scan, veuillez contacter Lawali Sahirou Garba : lsahirou@sfcg.org

Table des matières

Liste des acronymes **4**
Liste des tableaux **4**
Résumé exécutif **5**
Contexte **7**
Introduction 7
Objectif d'un Conflict Scan 7
Méthodologie 8
Limitations de l'étude 10
Résultats **11**
Perceptions globales du contexte sécuritaire 12
Tensions liées à la délinquance et la violence chez les jeunes 13
Conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau 15
Conflits entre les éleveurs et les agriculteurs 16
Evolution des conflits dans la région de Diffa **19**
Mécanismes de paix **20**
Acteurs et institutions clés 20
Espaces de dialogue 20
Conclusions et recommandations **21**
Annexes **23**
Annexe 1 : Carte des sites du Conflict Scan à Diffa **23**
Annexe 2 : Indicateurs de paix **24**
Annexe 3 : Perceptions sur les obstacles à la cohabitation pacifique **25**
Annexe 4 : Autres conflits identifiés **26**
Annexe 5 : Méthodologie du Conflict Scan à Diffa **28**
Annexe 6 : Factsheets par site **31**

Liste des acronymes

Activité génératrice de revenu (AGR)

Forces de Sécurité (FDS)

Focus Group Discussion (FGD)

Haut Autorité pour la Consolidation de la Paix (HACP)

Haut-Commissariat de Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR)

Key Informant Interview (KII)

Personne Déplacée Interne (PDI)

Search for Common Ground (Search)

Violence basée sur le genre (VBG)

Liste des tableaux

Tableau 1.1 : Répartition des participants selon le genre

Tableau 1.2 : Répartition des participants aux KII et FDG selon le genre et par site

Tableau 2.1 : Répartition des participants aux KII et FDG selon le statut

Tableau 2.2 : Répartition des participants selon le statut

Tableau 3 : Types de conflits identifiés

Tableau 3.1 : Types de conflits par site

Tableau 4 : Perceptions sur le niveau actuel de sécurité par site

Tableau 5 : Perceptions de la situation sécuritaire

Tableau 6 : Tensions liées à la délinquance et la violence chez les jeunes par site

Tableau 7: Analyse des risques: Tensions liées à la délinquance et la violence chez les jeunes par site

Tableau 8 : Conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau par site

Tableau 9 : Analyse des risques : Conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau

Tableau 10 : Conflits entre les éleveurs et les agriculteurs par site

Tableau 11 : Analyse des risques : Conflits entre les éleveurs et les agriculteurs par site

Tableau 12 : Analyse des risques des conflits identifiés

Tableau 13 : Acteurs et institutions de paix

Résumé exécutif

Contexte

La région de Diffa, située au sud-est du Niger dans le bassin du lac Tchad, est devenu instable dû aux attaques sporadiques de Boko Haram depuis 2015. Le projet « Kallo Karayé ! » (On est Ensemble), mis en œuvre par Search for Common Ground (Search) et financé par le Haut-Commissariat de Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) au Niger, ambitionne de **renforcer la protection des populations dans la région de Diffa, et promouvoir la cohésion sociale**.

Conflict Scan

Le Conflict Scan est une analyse rapide des évolutions récentes des conflits et tensions. Cette analyse vise à contribuer à assurer la sensibilité aux conflits dans les programmes mis en œuvre dans la zone d'action ciblé. Search a conduit un Conflict Scan dans la région de Diffa, plus précisément dans la zone d'intervention du projet: dans les communes de Gueskerou, N'guigmi, Chetimari et Diffa, afin de comprendre la nature et l'évolution des conflits locaux qui constituent un obstacle à la cohésion sociale entre les différents segments de la communauté (notamment les réfugiés, les personnes déplacés internes (PDI), les retournés et les communautés hôtes) et la stabilité de la région.

Méthodologie

Le Conflict Scan est basé sur une approche qualitative. 12 discussions de groupes (Focus Group Discussion (FGD)), et 42 entretiens individuels clés (Key Informant Interviews (KII)) ont été réalisés dans quatre sites : Assaga (Commune de Gueskerou), Dilerem (Commune de N'guigmi), N'gourtoua (Commune de Chetimari), N'guel Modou Mai (Commune de Diffa). Les KIIs et les FGDs ont été menés avec les leaders communautaires hommes, les leaders communautaires femmes, les leaders jeunes, et les acteurs gouvernementaux dans chaque site. Les participants sont venus de quatre groupes, y compris les réfugiés, les personnes déplacés internes (PDI), les retournés, et les membres de communauté hôte.

Limitations de l'étude

Les limitations identifiées lors de la collecte de données sont les suivantes :

- En raison de la situation sécuritaire actuelle dans la région de Diffa, la circulation est limitée à certaines heures. Afin de se conformer aux règlements de sécurité, les équipes d'enquête ont fait face à des contraintes de temps pour compléter les enquêtes dans le temps limité chaque jour. Cela pourrait avoir limité la profondeur dans les informations collectées.
- Les enquêteurs qui ont été recrutés étaient uniquement du sexe masculin, ce qui ne prend pas en considération l'aspect du genre. Il est possible que certains femmes et filles qui ont participés ne se sentaient pas à l'aise de parler ouvertement aux enquêteurs pour cette raison.
- La durée de la formation des enquêteurs a été limitée à une journée. Cette contrainte du temps a limité la profondeur de la matière de la formation.

Résultats

Ce rapport présente les tensions et conflits, les perceptions sur la situation sécuritaire, et les mécanismes de paix dans les quatre sites. Les trois types de conflits ou de tensions sociales, parmi plusieurs conflits identifiés, qui ont le plus d'impact sont :

- **les tensions liées à la délinquance et la violence chez les jeunes ;**
- **les conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau ;**
- **et les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs.**

Notons que la perception générale dans les quatre sites est que **le niveau de sécurité reste préoccupante**, mais que **la situation sécuritaire s'améliore** à ce moment.

Les acteurs et institutions clés dans la gestion des conflits identifiés par les répondants en ordre décroissant à partir de celui le plus fréquemment mentionné sont : les chefs traditionnels, les organisations humanitaires, les autorités locales, les tribunaux, les leaders communautaires, les forces de sécurité (FDS), le cercle des sages, les comités des femmes, et la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP).

Les activités mentionnées qui contribuent à la prévention et la résolution des conflits sont : les réunions de sensibilisation, les activités de solidarités pour les jeunes, les caravanes sportives et culturelles et les émissions radiophoniques.

Recommandations

- **Aux organisations qui travaillent dans la transformation des conflits :** R**enforcer les capacités des acteurs clés des différents secteurs** dans la transformation des conflits et la bonne gouvernance ;
- Soutenir les initiatives qui créent **des plateformes de dialogue** et rassemblent les gens des diverses catégories sociales pour s'exprimer et s'écouter ; et
- Prévoir des **activités ludiques et culturelles** qui réunissent les jeunes et les autres membres de communauté.

- **À la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) : Vulgariser davantage au niveau communautaire, les attributions des comités communaux de paix dans la prévention et la résolution des conflits.**

- **Aux organisations qui interviennent dans le développement : Prioriser les jeunes** dans les programmes de formation professionnelle et les initiatives des activités génératrices de revenus (AGRs) et **plaidoyer pour la réouverture de certains secteurs d'AGRs** pour les jeunes.

- **Aux organisations qui interviennent dans la distribution d'aide : Améliorer la collaboration avec les leaders locaux** pour assurer une transparence de ciblage.

- **Au sous cluster VBG : Intensifier la sensibilisation sur la prévention des VBG.**

- **À tous les acteurs : Mettre un accent particulier sur le partage d'informations avec les bénéficiaires** à tous les stades des projets ; et
- **Renforcer la collaboration et la compréhension mutuelle entre les différents acteurs.**

Contexte

Introduction

La région de Diffa, située au sud-est du Niger dans le bassin du lac Tchad, est devenue instable dû aux attaques sporadiques de Boko Haram depuis 2015. Le contexte de sécurité précaire entraîne d'importants mouvements de population dans la région. En mai 2018, Diffa compte 129 015 personnes déplacées internes (PDI), 108 470 réfugiés, et 14 820 retournés.[1] Le projet « Kallo Karayé ! » (On est Ensemble), mis en œuvre par Search for Common Ground (Search) et financé par le Haut-Commissariat de Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) au Niger, ambitionne de **renforcer la protection des populations dans la région de Diffa, et promouvoir la cohésion sociale** dans un environnement continuellement dégradé. Ce projet vise à améliorer la protection des populations déplacées et réfugiées et des communautés hôtes sur 12 sites sensibles de la région de Diffa à travers deux objectifs principaux :

1. Renforcer la communication positive et la cohésion sociale entre populations réfugiées, déplacées, retournées et communautés hôtes.
2. Soutenir les populations réfugiées, déplacées, retournées et communautés hôtes à créer des espaces inclusifs et participatifs de gouvernance locale et de mobilisation communautaire.

Objectif d'un Conflict Scan

Le Conflict Scan est une analyse rapide des évolutions récentes des conflits et tensions. Cette analyse vise à contribuer à assurer la sensibilité aux conflits dans les programmes mis en œuvre dans la zone cible. Search a conduit un Conflict Scan dans la région de Diffa, plus précisément dans la zone d'intervention du projet notamment dans les communes de Gueskerou, N'guigmi, Chetimari et Diffa,[2] afin de comprendre la nature et l'évolution des conflits qui constituent un obstacle à la cohésion sociale entre les différents segments de la population (notamment les réfugiés, les personnes déplacés internes (PDI), les retournés et les communautés hôtes) et la stabilité de la région.

Les objectifs de ce Conflict Scan sont dans un premier temps :

1. De mieux comprendre les conflits identifiés par site ainsi que leur facteurs déclencheurs.
2. De mieux comprendre les relations entre les populations hôtes et les déplacés, refugiés et retournés.
3. D'identifier les risques que présentent les conflits pour les relations intercommunautaires.
4. Identifier les acteurs qui jouent un rôle (positif ou négatif) dans le conflit.

Puis dans un second temps :

5. De fournir aux acteurs intervenant dans la zone ainsi qu'aux communautés des informations concernant les conflits et tensions.
6. De fournir des recommandations claires sur une approche sensible aux conflits pour les acteurs œuvrant dans les zones d'intervention.

[1] UNHCR. *Country operation update: Niger*. UNHCR, May 2018.
[2] Veuillez trouver une carte des sites ciblés à l'annexe 1.

Méthodologie

La méthodologie[3] du Conflict Scan est basée sur une approche qualitative. Les discussions de groupes – Focus Group Discussion (FGD), et des entretiens individuels clés – Key Informant Interviews (KII) ont été réalisés dans quatre sites : Assaga (Commune de Gueskerou), Dilerem (Commune de N'guigmi), N'gourtoua (Commune de Chetimari), N'guel Modou Mai (Commune de Diffa). Compte tenu des objectifs de cette recherche, les sites ont été choisis pour les 2 raisons suivantes :

1. Les sites présentent des tensions, préjugés et des conflits existants observés par le groupe de travail protection et
2. Il y a un manque de compréhension sur les relations et tensions qui existent et qui ont le potentiel de se dégrader rapidement.[4]

Les KIIs et les FGDs ont été menés avec les leaders communautaires hommes, les leaders communautaires femmes, les leaders jeunes, et les acteurs gouvernementaux dans chaque site. Les participants sont venus de quatre groupes, y compris les réfugiés, les personnes déplacés internes, les retournés, et les membres de communauté hôte. Pour pouvoir sélectionner ces informateurs, Search a collaboré avec ses partenaires qui sont présents sur les sites, ainsi que les autorités administratives et coutumières. Le Tableau 1.1 montre la répartition des tous les participants selon le genre et le tableau 1.2 rentre en détails sur la répartition selon le genre pour chaque site dans les KIIs et FGDs. Le tableau 2.1 présente la répartition des participants selon le statut dans les KIIs et les FGDs et le tableau 2.2 affiche les pourcentages des participants selon le statut.

Tableau 1.1 : Répartition des participants selon le genre

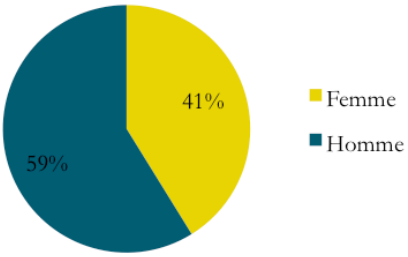


Tableau 1.2 : Répartition des participants aux KIIs et FDGs par site selon le genre

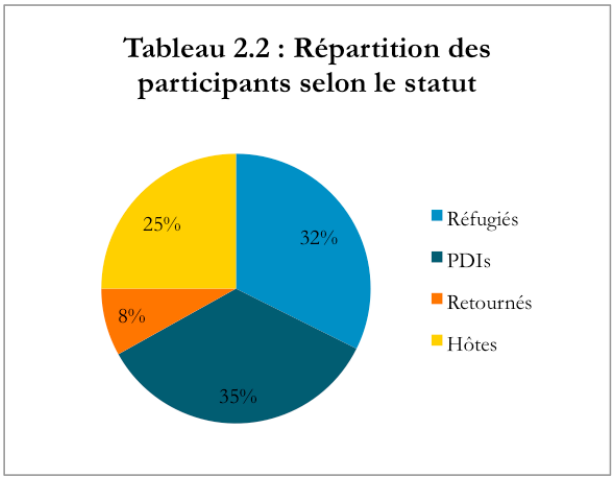
SITE	ASSAGA	DILEREM	N'GOURTOUA	N'GUEL MODOU MAI	TOTAL
# de FGDs	**3**	**3**	**3**	**3**	**12**
# de femmes	13	11	8	12	44
# d'hommes	12	10	16	12	50
# de KIIs	**11**	**12**	**11**	**8**	**42**
# de femmes	3	3	4	2	12
# d'hommes	8	9	7	6	30
TOTAL	**36**	**33**	**35**	**32**	**136**

[3] Plus de détails sur la méthodologie se trouve à l'annexe 5.

[4] IRC, DRC, UNHCR (2017). *Rapport annuel monitoring de protection 2017 Diffa/Niger*. Global Protection Cluster.

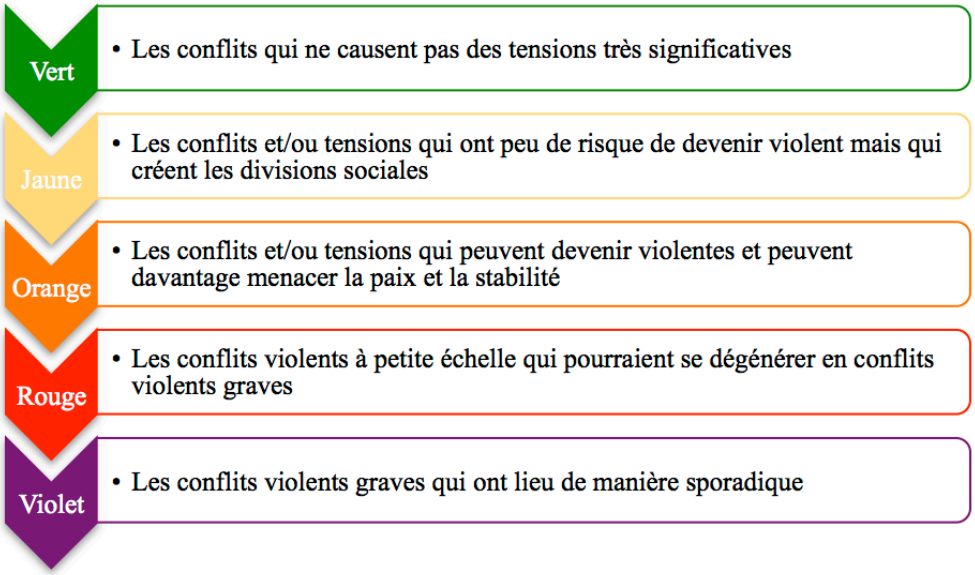
Tableau 2.1 : Répartition des participants aux KIIs et FDGs selon le statut

Statuts	KII	FGD	Total
Réfugiés	12	32	44
Déplacés	14	33	47
Retournés	5	6	11
Hôtes	11	23	34
Total	**42**	**94**	**136**



Sur la base des objectifs du Conflict Scan, les questions de recherche portaient sur trois axes clés : (i) les perceptions sur la situation sécuritaire, (ii) les conflits et tensions les plus importants (y compris les acteurs, les causes, les conséquences et les risques qui pourraient conduire à la violence) et (iii) les mécanismes de paix (les acteurs, les institutions et les activités ou espaces de dialogue). Nous avons posée aussi des questions sur les conflits spécifiques qui ont été identifiés dans un Conflict Scan mené par Search dans d'autres sites à Diffa en octobre 2017.[5] En fin, nous avons demandé aux participants leurs recommandations aux différents acteurs et intervenants dans les sites.

Les données recueillies ont été analysées par question de recherche, par site et par groupe cible afin de discerner les informations les plus pertinentes et les principaux thèmes qui ressortent des données. Après avoir analyser les données recueillies, nous avons attribué un code de couleur par conflit identifié pour pouvoir connaître leurs niveaux de sévérité et de risques potentiels pour le futur. La signification de chaque code de couleur est donnée dans le schéma suivant :



[5] SFCG. *Niger conflict scan.* October 2017.

Limitations de l'étude

Il est important de souligner certaines limitations constatées lors de la réalisation de cette recherche. Ceci est souvent le cas lorsque des recherches ont lieux dans des environnements difficiles. Les limitations identifiées lors de la collecte de données sont les suivantes :

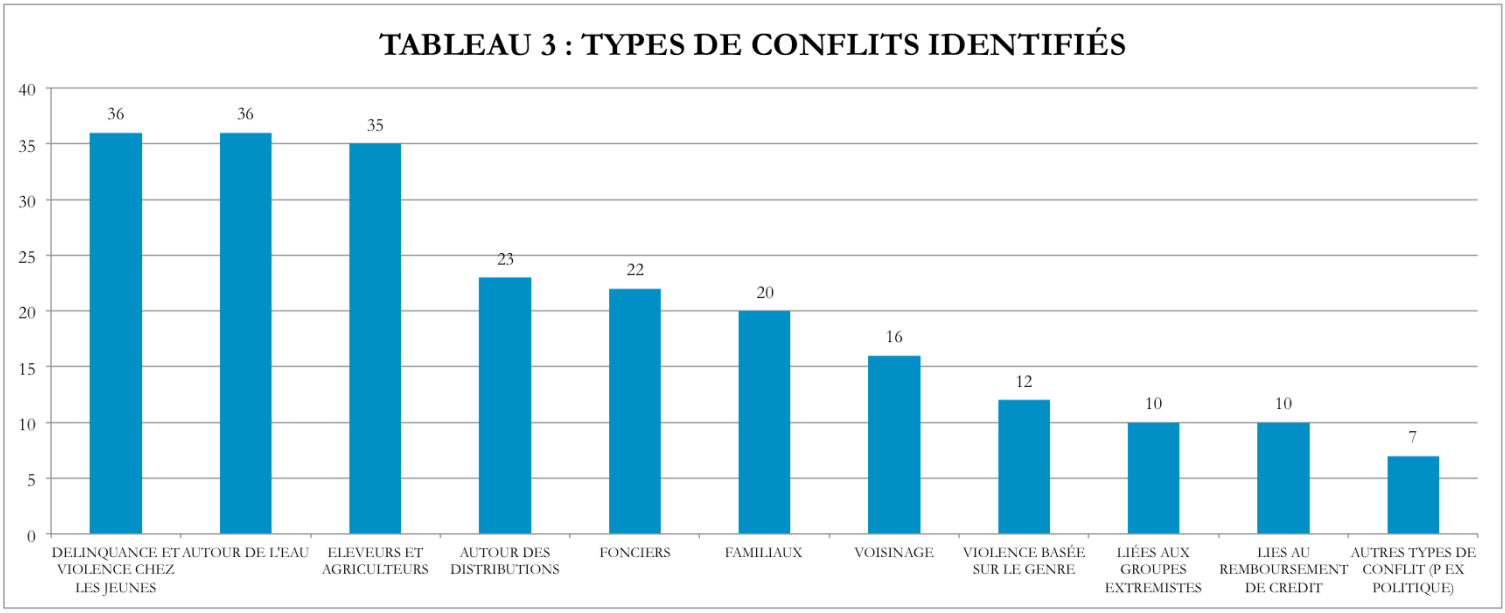
- En raison de la situation sécuritaire actuelle dans la région de Diffa, la circulation est limitée à certaines heures. Afin de se conformer aux règles de sécurité, les équipes d'enquête ont fait face à des contraintes de temps pour compléter les enquêtes dans le temps limité chaque jour. Cela pourrait avoir limité la profondeur dans les informations collectées.
- Les enquêteurs qui ont été recrutés étaient uniquement du sexe masculin, ce qui ne prend pas en considération l'aspect du genre. Il est possible que certains femmes et filles qui ont participés ne se sentaient pas à l'aise de parler ouvertement aux enquêteurs pour cette raison.
- La durée de la formation des enquêteurs a été limitée à une journée. Cette contrainte du temps a limité la profondeur de la matière de la formation.

Les résultats sont présentés, en commençant par une introduction aux conflits identifiés par les participants des KIIs et FGDs. Ensuite, nous présentons un aperçu des perceptions générales du contexte sécuritaire, suivi par une analyse des trois conflits identifiés comme les plus significatifs dans les quatre sites. Une analyse des risques de conflits identifiés est affichée. Puis, une juxtaposition du Conflict Scan qui a été mené par Search à Diffa en 2017 et ce Conflict Scan montre les tendances en générale des conflits pour offrir une image globale de l'évolution des conflits dans la région de Diffa. Les mécanismes de paix qui existent dans les communautés sont présentés. Enfin, ce rapport formule des recommandations pour mieux adapter les interventions au contexte dynamique.

Résultats

Le contexte sécuritaire de la région de Diffa est caractérisée par les attaques sporadiques de Boko Haram qui entraînent d'importants déplacements de la population et affectent les moyens de subsistance des populations dans la région. Bien qu'un certain nombre de conflits affectent les quatre sites dans la région de Diffa où l'étude a été menée, ce rapport se focalise sur trois types de tensions et conflits qui ont le plus d'impact dans les trois derniers mois, selon les données de l'enquête récoltées : **les tensions liées à la délinquance et la violence chez les jeunes ; les conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau ;** et **les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs.**[6]

Le graphique ci-dessous présente les différents types de conflit mentionnés par les participants de l'enquête et le nombre de fois que chaque conflit a été mentionné. Le nombre total des réponses est calculé comme suit: nombre de KIIs (42) + nombre de FGDs (12) = 54 réponses total. Les tensions liées à la délinquance et la violence chez les jeunes ont été mentionnées **36** fois sur un total de 54 réponses (67%). Le plus grand nombre de participants ont identifié ces tensions comme ayant l'impact le plus significatif sur leurs communautés en raison de sa fréquence et les risques associés à la violence. Les conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau ont été mentionnés **36** fois (67%). Ces conflits sont récurrents et occasionnellement conduisent à la violence. Les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs ont été mentionnés **35** fois (65%). Ces affrontements se produisent seulement quelque fois par an, mais ils sont souvent violents et mortels.

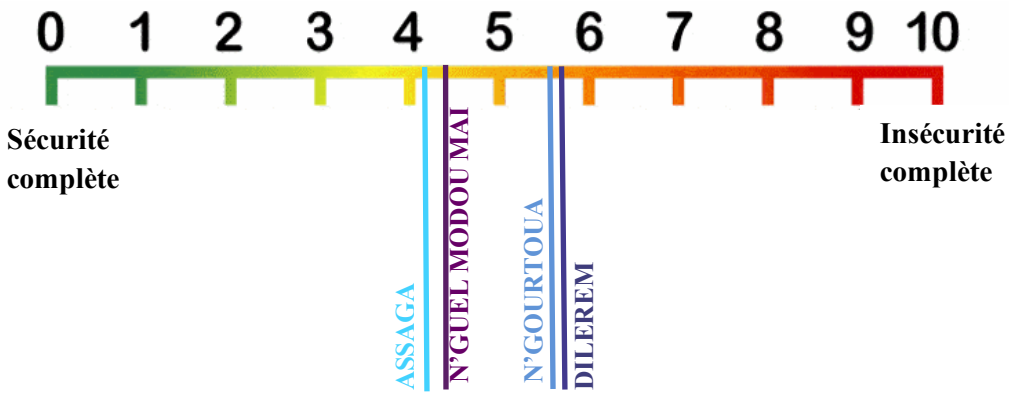


[6] Plus d'informations sur les incidents de protection à Diffa se trouve dans : IRC, DRC, UNHCR (2017). *Rapport annuel monitoring de protection 2017 Diffa/Niger*. Global Protection Cluster.

Perceptions globales du contexte sécuritaire

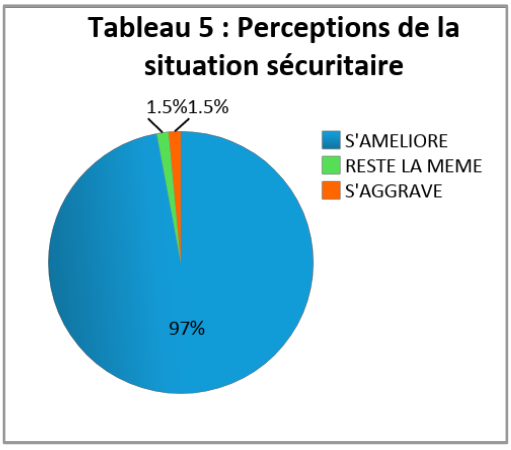
Selon la question posée à les 42 participants des KIIs, *« sur une échelle de 1 à 10, 1 étant niveau de sécurité complète et 10 insécurité complète où l'on se sent directement menacé par des violences, comment évaluez-vous le niveau de sécurité dans votre communauté ? »,* la plupart des réponses se trouvent au milieu de l'échelle entre 4 et 6. Le graphique ci-dessous montre la moyenne des réponses par site : Assaga (4.1) ; N'guel Modou Mai (4.4) ; N'gourtoua (5.6) ; et Dilerem (5.7).[7]

TABLEAU 4 : PERCEPTIONS SUR LE NIVEAU ACTUEL DE SECURITE PAR SITE



La vaste majorité des répondants, 132 sur 136, sont d'avis que la situation sécuritaire s'améliore à ce moment dans tous les sites. Les indicateurs de l'amélioration de la situation observés dans les derniers trois mois par les participants comprennent : une augmentation de **circulation** le soir au niveau de quartier (visites aux voisins et regroupement des fadas) et au niveau communale (participation dans les cérémonies traditionnels et religieuses); ainsi que le retour des **prières collectives** ; le réouverture de certaines **marchés** ; et la reprise de **l'agriculture** dans certains zones (en notant que l'agriculture reste très limitée).[8]

Les 4 réponses qui disent le contraire (2 : reste la même ; 2 : s'aggrave) viennent tous de Dilerem où un plus grand nombre des conflits et des incidents de violence ont été mentionné, y compris les attaques des groupes extrémistes et la violence basée sur le genre (VBG).



En générale, les répondants témoignent d'une amélioration de la situation sécuritaire dans les sites où l'étude a été menée. Toutefois, la situation sécuritaire reste préoccupante comme le démontre certains constats des répondants, en particulier : les **attaques sporadiques** par le Boko Haram ; **l'interdiction continuelle de certaines activités** comme la pêche, le taxi moto et l'agriculture dans certaines zones ; et **les contraintes sur la participation aux prières nocturnes**.[9]

[7] Pour plus de détails, consulter les factsheets par site à l'annexe 6.

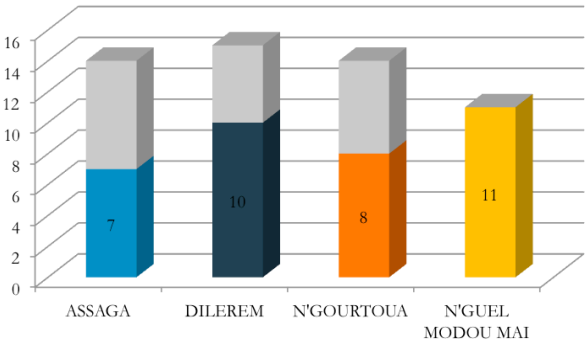
[8] Veuillez trouver plus d'informations sur les indicateurs de paix à l'annexe 2.

[9] Veuillez trouver plus d'informations sur les obstacles à la cohabitation pacifique à l'annexe 3.

Tensions liées à la délinquance et la violence chez les jeunes

La tension identifiée comme étant celle qui a le plus d'impact sur les résidents des sites est liée aux comportements de certaines jeunes dans les communautés. À Diffa, et d'autres régions du Niger, les jeunes hommes s'organisent en *fadas*[10], groupes informels de jeunes, ainsi qu'en gangs appelés *palais*.[11] Selon les perceptions des répondants, les tensions liées à la délinquance se réfère à des vols (parfois à main armée), la consommation de drogues, la prostitution et le colportage (défini localement comme la propagation des rumeurs sur la collaboration avec les groupes extrémistes qui crée un climat de peur). La plupart des répondants identifient les jeunes des *fadas* et *palais* comme étant les auteurs de ces actes, mais ces actes de délinquance et de la violence sont commis non seulement par les jeunes des *fadas* et *palais*, mais aussi par d'autres jeunes.

Tableau 6 : Tensions liée à la délinquance et la violence chez les jeunes par site



Toutefois, ces actes de délinquance conduisent souvent aux conflits et à l'éclatement de violences. Les répondants ont aussi mentionné les affrontements violents entre les *fadas* ou les *palais* et le viol comme étant des problèmes majeurs dans leur communauté. Les répondants estiment la fréquence des actes de violence par les jeunes entre 2 à 3 fois par mois. Le tableau 6 montre le nombre de fois que ces tensions ont été mentionnées par site. Ces tensions sont significatives dans les quatre sites visités pour cette étude. À **Assaga** ces tensions ont été mentionnées **7 fois sur 14** réponses; à **Dilerem, 10 sur 15**; à **N'gourtoua, 8 sur 14**; et à **N'guel Modou Mai, 11 sur 11**.

Deux causes ressortent pour ce type de conflit ou tension parmi les réponses des participants : **le manque d'activités génératrices de revenus** (AGRs) et **la désintégration du tissu social** dû au stresse continuel de la situation sécuritaire. La première cause importante de la délinquance et la violence chez les jeunes est le manque de débouchés socio-professionnels et d'opportunité d'emplois. Selon les répondants, cela pousse les jeunes aux marges de la société, ce qui accroît leur vulnérabilité à la délinquance et au recrutement par les groupes extrémistes. Un leader communautaire homme et réfugié à N'guel Modou Mai explique, « les jeunes sans sources de revenus font recours à la violence ou au vol pour satisfaire leurs besoins quotidiens. » La perception commune exprimée est que les jeunes hommes recourent aux vols et les jeunes filles à la prostitution pour leurs survie. La situation sécuritaire actuelle a réduit certaines AGRs exploitées en temps normal par les jeunes, par exemple la circulation des taxis motos qui est pour le moment interdit.

Plusieurs répondants ont aussi mentionné que l'insécurité cause la désintégration du tissu social qui conduit à une mauvaise éducation sociale des enfants et des jeunes. Les tensions liées à la délinquance et la violence chez les jeunes sont particulièrement délicates parce que en générale, les jeunes commettent ces crimes au sein de leur propre communauté. En même temps, il est possible que les parents des jeunes impliqués ferment les yeux à la source de l'argent que les jeunes ramènent à la maison parce qu'ils ont des

[10] Aljazeera. *Niger's youth in crisis : Why hope remains*. 18 June 2016. https://www.aljazeera.com/programmes/talktojazeera/inthefield/2016/06/niger-youth-crisis-hope-remains-160617090537063.html accédé le 12 juillet 2018.

[11] Keenan, J. *Dead man's market and the boy gangs of Niger*. 8 March 2016. Foreign Policy. https://foreignpolicy.com/2016/03/08/dead-mans-market-and-the-boy-gangs-of-niger-boko-haram/ accédé le 12 juillet 2018.

besoins énormes dû à la persistance de la crise sécuritaire. De plus, dans une situation de sécurité précaire, les valeurs communautaires partagées ne sont parfois pas respectées de même façon qu'une situation stable à cause de la peur et la stresse au sein de la communauté. Le manque d'encadrement et de l'éducation sociale dans la famille rendent les jeunes plus vulnérable aux actes de délinquance tels que la consommation des drogues, les confrontations violents, le viol et la prostitution.

Acteurs

Les principaux acteurs impliqués dans ces tensions sont perçus par les répondants comme **les jeunes hommes** (principalement, mais pas exclusivement les membres des *fadas* et des *palais)* en tant que parties en conflit dans les bagarres violents entre eux et les auteurs de vol et de viol. **Les jeunes femmes** sont perçus comme les principaux acteurs qui pratiquent la prostitution. Les répondants ont identifié **les membres de communauté** comme victimes de vol et de l'insécurité dans les sites, en soulignant l'impact de ces tensions sur **les parents des jeunes** impliqués. Aussi **les jeunes femmes** sont perçus en tant que premières victimes de viol. Selon les répondants, les principaux acteurs impliqués dans la réponse de ces conflits et actes de violence sont **les leaders traditionnels et religieux,** et **les forces de sécurité (FDS)** qui jouent un rôle disciplinaire auprès des jeunes. Bien que certaines répondants ont mentionné la médiation utilisé par les leaders traditionnels dans ces conflits, on pourrait noter que l'approche de gestion des conflits qui impliquent les jeunes est généralement plus punitive que réparatrice. Selon les perceptions des répondants, il semble que les acteurs et institutions qui promouvoir la dialogue en réponse des tensions liées à la délinquance et la violence chez les jeunes restent encore limités, mais certaines activités des organisations tels que les activités de solidarités pour les jeunes et les caravanes sportives et culturelles contribuent à la création des espaces de dialogue.

Impact

Les tensions liées à la délinquance et la violence chez les jeunes ont des impacts graves sur les communautés dans les sites étudiés. Dans un contexte sécuritaire précaire, la persistance de la délinquance aggrave le sentiment d'insécurité continuel dans la communauté. Cela augmente la méfiance entre les membres de la communauté et l'instabilité sociale et donc participe à la désintégration du tissu social.

Dans le même ordre d'idées, les jeunes deviennent de plus en plus marginalisés. Comme les jeunes manquent d'AGRs pour contribuer aux dépenses de la famille ou à s'établir eux-mêmes et subvenir à leurs besoins, deux objectifs ayant beaucoup de valeur aux yeux de la communauté, ils recourent à la criminalité et à la violence pour gagner leur vie et obtenir un modicum de respect. Plusieurs répondants ont établi un lien clair aussi entre la marginalisation des jeunes et leur intégration dans les groupes armés. En décrivant les causes de ces tensions, un leader communautaire homme et PDI à Assaga dit, « les causes sont le manque d'activité, la pauvreté, et le taux d'analphabétisme » il explique, « c'est ça qui les pousse à intégrer dans la secte Boko Haram, le vol, et la délinquance ».

Tableau 7: Analyse des risques :

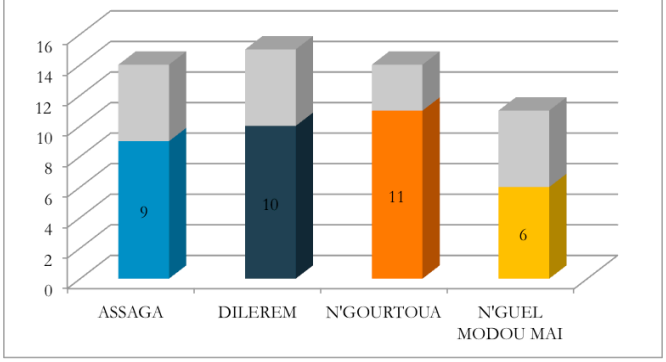
Risques

Le code de couleur des tensions liées à la délinquance et la violence chez les jeunes est **rouge**. Ces tensions créent souvent des conflits avec aussi des éclats de violence estimés à une fréquence de 2 à 3 fois par mois et contribuent à une situation d'insécurité continuelle. Ces tensions comportent des risques graves, notamment **la dégradation de la cohésion sociale** et **la marginalisation socio-économique persistantes des jeunes** qui participe à l'intensification des vols et des actes de violence, ainsi qu'au recrutement des jeunes dans les groupes armées.

Conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau

L'importance des conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau a été relevée de nombreuse fois parmi les participants des KIIs et des FGDs dans les quatres communes faisant partie de l'étude. Ce problème se présente au niveau de l'accès à l'eau sur les sites où les déplacements de population ont entraîné une croissance démographique rapide et donc une insuffisance dans la couverture des besoins en eau de la population. Le manque de bonne gestion des points d'eau provoque des confrontations entre les femmes et entre les enfants qui viennent s'y approvisionner. Ces confrontations sont fréquentes et occasionnellement violentes. Une femme leader communautaire et réfugiée à N'guel Modou Mai souligne, « le manque d'eau conduit les femmes à ne pas respecter les rangs parce que les femmes n'ont pas la patience d'attendre leur tour. Elles ont trop d'occupations ». Les répondants de tous les quatre sites ont mentionnés à plusieurs reprises que les points d'eau sont insuffisants pour répondre aux besoins de la population, ce qui oblige les femmes et les enfants d'attendre dans les queues pendant beaucoup de temps. Le temps perdu en attendant l'eau perturbe d'autres responsabilités domestiques. Sur la gestion des points d'eau, les leaders communautaires femmes à Dilerem ont relevé qu'il « existe des conflits autours des puits qui sont provoqués par l'injustice du comité qui gère les puits. Ils privilégient certaines catégories des communautés, comme les autochtones ». Le tableau 8 montre le nombre de fois que les conflits autour de l'eau ont été mentionnés par site. À **Assaga** ces conflits ont été mentionnés **9 fois sur 14** réponses; à **Dilerem, 10 sur 15**; à **N'gourtoua, 11 sur 14**; et à **N'guel Modou Mai, 6 sur 11**.

Tableau 8 : Conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau par site



Acteurs

Les principaux acteurs dans les conflits autour de l'eau sont **les femmes** et **les enfants** qui ont souvent la responsabilité de puiser l'eau. Ils ont signalé aussi que **les maris des femmes en conflit** et **les parents des enfants en conflits** s'impliquent pour défendre l'intérêt de la famille. Les tensions autour de l'eau entraînent des conflit entre **la communauté hôte** et **les réfugiés, les déplacés et les retournés**.

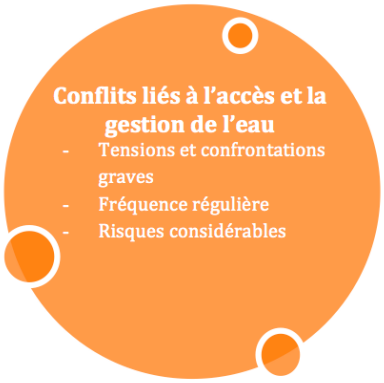
Au niveau de la mauvaise gestion des points d'eau, les répondants mentionnent **les comités de gestion de l'eau** et **les chefs traditionnels** qui ne réussissent pas à prévenir ou gérer les conflits autour des points d'eau, mais qui pourraient même aggraver les conflits avec une gestion injuste. En même temps, **les leaders communautaires** et **les chefs traditionnels** ont été identifiés en tant qu'acteurs qui gèrent les plus graves conflits liés à l'accès à l'eau qui surviennent, et certaines **organisations humanitaires** qui travaillent dans le domaine de WASH contribuent à la prévention et la résolution des conflits liés à la gestion de l'eau.

Impact

Les conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau créent des tensions quotidiennes au sein des communautés. Ces conflits ont des graves conséquences sur les membres de chaque communauté comme ils sont obligés de partager cette ressource limitée qui répond à un besoin vital. Les membres des communautés sont frustré par l'insuffisance des points d'eau et l'injustice qu'ils observent dans la gestion de l'eau. Ces conflits affectent toutes les différentes communautés dans les quatre sites et causent des divisions entre

ses membres où existent déjà les obstacles à la cohabitation pacifique à cause de déplacement des populations et leur installation sur les sites.

Tableau 9 : Analyse des risques :



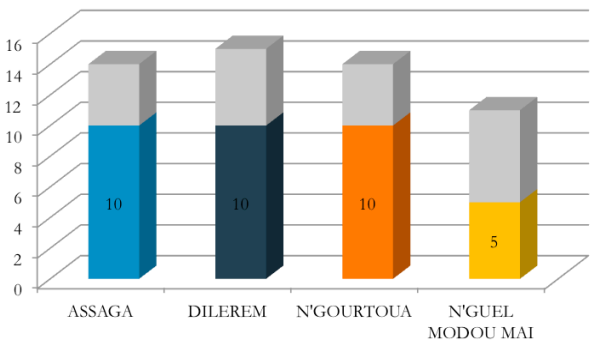
Risques

Le code de couleur des conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau est **orange**. Ces conflits sont récurrents et causent les tensions graves ainsi que les confrontations occasionnellement violentes qui pourraient conduire à plus de violence s'ils ne sont pas bien gérés. Les conflits autour des points d'eau comportent des risques considérables, y compris **la détérioration persistante de la cohésion sociale** et **le manque de confiance de la population envers ses leaders.** En effet, la population attends que ces derniers gèrent mieux les problèmes persistants autour de l'eau.

Conflits entre les éleveurs et les agriculteurs

Les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs existent depuis longtemps dans la région de Diffa et d'autres régions au Niger. À travers l'Afrique de l'Ouest, ces conflits sont souvent résolus pacifiquement, mais dans certains cas, ces conflits conduisent à la violence.[12] Certains facteurs tels que la croissance démographique et la compétition pour des ressources rares entraînent une intensification des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs. Les membres des communautés sur les sites où l'étude a été menée sont affectés en tant que parties de ces groupes ou témoins des confrontations violentes entre les deux parties. Parmi tous les conflits identifiés par les participants des KIIs et FGDs, les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs ont été le plus cités comme conflit qui conduit à des éclats de violence. Ces conflits apparaissent de manière sporadique chaque année pendant la saison de la récolte au mois d'octobre, novembre et décembre.

Tableau 10 : Conflits entre les éleveurs et les agriculteurs par site



Les répondants estiment la fréquence des conflits de ce type à une moyenne de six confrontations violentes par an. La compétition pour l'accès à la terre pour les pâturages et l'agriculture entraînent ces confrontations violentes. Lorsque les éleveurs manquent de terres de pâturage, ils laissent leurs bétails entrer dans les champs des agriculteurs, détruisant de facto la récolte. Malgré la loi qui interdit l'entrée des bétails dans les champs des agriculteurs avant une date précise fixée par le code rurale,[13] plusieurs répondants ont mentionnés que certains éleveurs ne se conforment pas à cette loi. En même temps, dû au manque de terre, les agriculteurs pourraient aussi cultiver les aires de pâturages. Dans le FGD des leaders

[12] Moritz, M. (2010). Understanding herder-farmer conflicts in West Africa: Outline of a processual approach. *Human Organization, 69*(2), 138-148.

[13] Ordonnance n° 2010-29 du 20 mai 2019 relative au pastoralisme.

hommes communautaires à N'gourtoua, un participant décrit ce conflit comme ceci: « chacune des parties se réclame légitime propriétaire de l'espace et ne cède pas que l'autre s'approche de lui. Il y a une rupture complète de dialogue ». Le tableau 10 montre le nombre de fois que les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs ont été mentionnés par site. C'est un conflit mentionné également et considérablement 10 fois dans la plupart des sites sauf N'guel Modou Mai qui est situé plus proche du centre de Diffa. À **Assaga** ces tensions ont été mentionné **10 fois sur 14** réponses; à **Dilerem, 10 sur 15**; à **N'gourtoua, 10 sur 14**; et à **N'guel Modou Mai, 5 sur 11**.

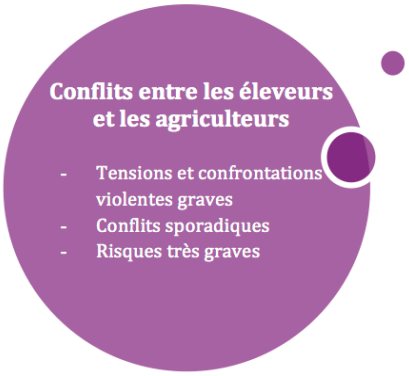
Acteurs

Les acteurs dans ce conflit ont été identifiés par les répondants comme **les éleveurs et agriculteurs** en première place en tant que parties en conflit. Ils ont aussi mentionné **les leaders traditionnels et les leaders communautaires** qui participent dans la gestion de ces conflits. Il convient de souligner que les répondants n'ont pas mentionné les autorités locales ni les forces de sécurité en tant qu'acteurs de gestion de conflit. Par contre, plusieurs répondants ont recommandé une intensification de la sensibilisation sur les lois relatives à ces conflits et l'application de ces lois.

Impact

Les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs affectent différemment les communautés des sites. En cas d'affrontements, ces derniers sont soldés par des pertes en vies humaines et des nombreux blessés. Ces conflits peuvent également occasionner des pertes en biens, en générale les récoltes, qui par voie de conséquence entraîne l'insécurité alimentaire. En plus, ces conflits aggravent les tensions sociales et les divisions entre les groupes ethniques dont la majorité des éleveurs sont d'ethnie Peulh et les agriculteurs viennent des plusieurs groupes ethniques.

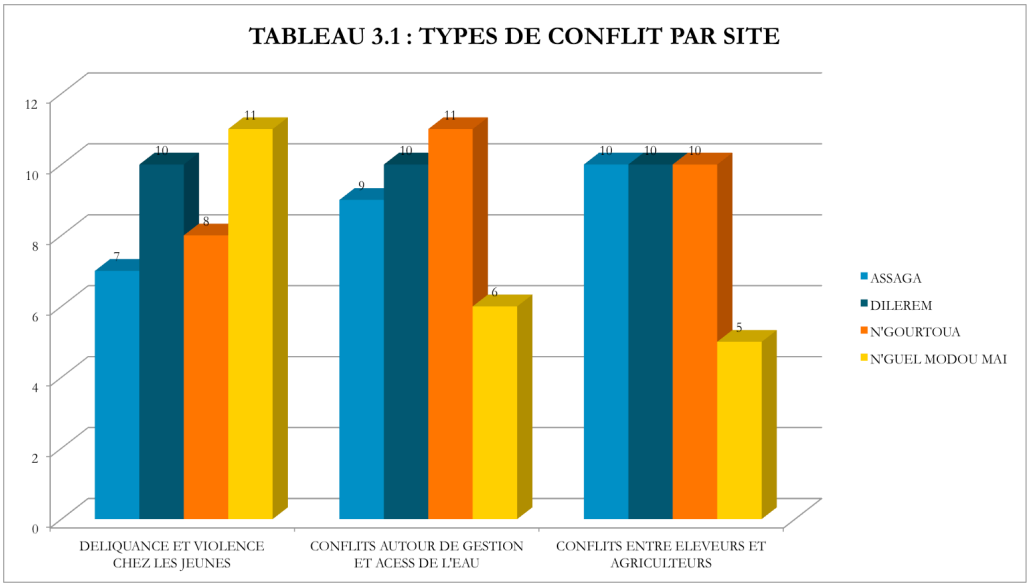
Tableau 11 : Analyse des risques :



Risques

Le code de couleur des conflits entre les éleveurs et les agriculteurs est **violet.** Les conflits sont sporadiques, mais souvent violents. Ces conflits comportent des risques très graves, surtout **les aggravations continuelles des divisions sociales avec certains éléments ethniques** et **la violence mortelle**.

Le Tableau 3.1 ci-dessous montre une comparaison par site des 3 conflits identifiés qui ont le plus d'impact dans les trois derniers mois :



Le Tableau 12 présente une analyse des risques de tous les conflits identifiés par les participants :[14]

Tableau 12 : Analyse des risques des conflits identifiés

[14] Veuillez trouvez les détails sur les autres conflits identifiés à l'annexe 4.

Evolution des conflits dans la région de Diffa

En octobre 2017 Search a mené un Conflict Scan dans la région de Diffa à Kablewa, Garin Wanzam, Nguigmi, et Kindjandi.[15] Bien que le Conflit Scan qui a été fait en 2018 aie ciblé des sites différentes de la région de à Diffa, une juxtaposition des deux Conflict Scans permet tout de même de montrer les tendances en générale dans les deux études pour offrir une image globale de l'évolution des conflits au niveau de la région. Les tensions et conflits identifiés dans le rapport de 2017 qui ont plus d'importance dans les sites ciblés ont été : les conflits liés aux ressources ; les conflits liés à la délinquance et au banditisme ; les conflits entre éleveurs et agriculteurs ; et la violence basée sur le genre. Une comparaison des résultats de Conflict Scan de 2017 et celui de 2018, montre que les mêmes conflits se sont relevé comme étant plus importants dans les différents sites.

Dans l'étude de 2017, les conflits liés aux ressources ont été identifiés comme le plus importants. Ces conflits comprenaient la distribution de l'aide humanitaire et l'accès à l'eau. La mauvaise gestion des distributions a été identifiée en tant que tension aux sites, mais les conflits autour des distributions de l'aide humanitaire a rarement été mentionné parmi les tensions et conflits les plus importants pour les répondants en 2018. Par contre les conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau ont été très importants dans le Conflict Scan en 2018 comme celui de 2017. Les tensions liées à la délinquance et la violence chez les jeunes ont été importantes selon les répondants des différents sites dans les deux Conflict Scans en 2017 et en 2018. L'analyse globale a montré que ces tensions liées à la délinquance et la violence chez les jeunes ont été le plus importants dans les sites où l'étude a été menée en 2018, alors que les conflits liés aux ressources ont été les plus importants dans les sites où l'étude a été menée en 2017. Dans les deux Conflict Scans, les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs ont pris la troisième place en tant que conflit important. La violence basée sur le genre a été aussi considérable dans les deux Conflict Scans, alors que les répondants du Conflict Scan de 2018 ont identifié un nombre d'autres conflits importants tels que les conflits fonciers, les conflits familiaux, les conflits de voisinage, les tensions liées aux groupes extrémistes, et les conflits liés au remboursement de crédit. Dans les deux Conflict scans, il convient à noter que les conflits entre les jeunes et la violence basée sur le genre ont été mentionnés dans tous les sites où les études ont été menées en tant que conflits violents récurrents et importants.

Les deux Conflict Scans exposent les différents conflits qui sont considérés les plus importants selon les répondants dans chaque site. Comme les sites où les deux Conflict Scans ont été menés se trouvent dans une situation sécuritaire comparable qui entraîne aussi des mouvements de populations similaires, il n'est pas étonnant que les répondants aient identifié les mêmes trois conflits les plus importants. Dans le même temps, au niveau de la situation sécuritaire, le Conflict Scan de 2018 présente une évolution positive de la situation sécuritaire selon les répondants.

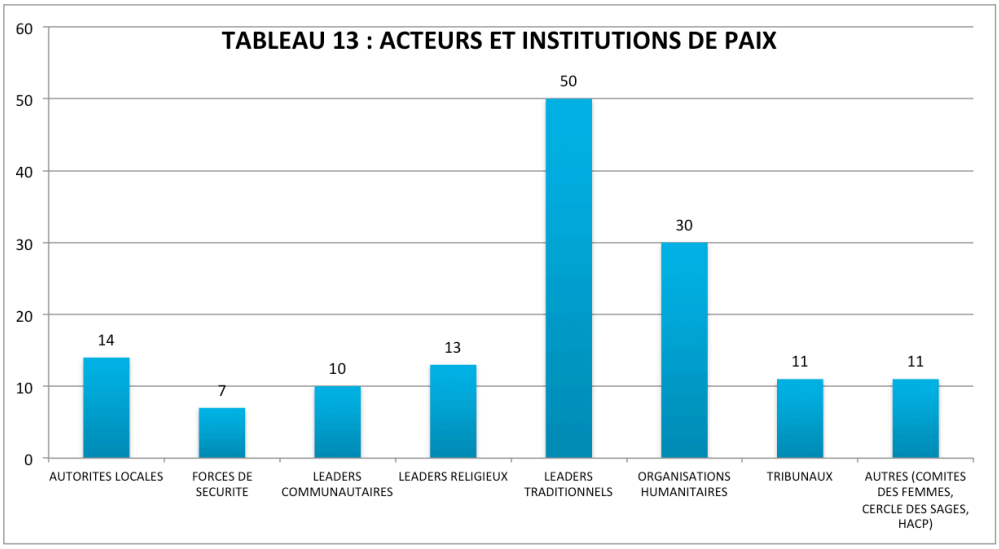
[15] SFCG. *Niger conflict scan*. October 2017.

Mécanismes de paix

Dans chaque conflit, il existe des opportunités de faire avancer la paix. Les acteurs et les institutions qui contribuent à la paix ainsi que les activités qui créent des espaces de dialogue sont nécessaires pour la transformation des conflits. Les participants des KIIs et FGDs ont identifié les différents mécanismes de paix qu'ils exploitent dans leurs communautés.

Acteurs et institutions clés

Plusieurs acteurs jouent un rôle important dans la gestion et la prévention des conflits dans les quatre sites. Les répondants ont tous mentionné que **les leaders traditionnels** jouent le rôle principal de gestion des conflits au sein des communautés, ayant été mentionné 50 fois. Dans le FGD des jeunes leaders à N'gourtoua ont mentionné les leaders religieux en disant, « ils résolvent les conflits par la médiation. Ils appellent les parties au dialogue. Ils sont impartiales et exécutent leur tâche dans la justice ». Certains répondants ont souligné qu'il y a **des organisations humanitaires** qui aident à la sensibilisation de la communauté sur la paix et la sécurité. Les autres acteurs et institutions mentionnés sont : **les autorités locales, les tribunaux, les leaders communautaires, les forces de sécurité, le cercle des sages, les comités des femmes, et la Haut Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP).** Le graphique ci-dessous affiche le nombre de fois chaque acteur ou institution a été mentionné.



Espaces de dialogue

En générale, il ressort des entretiens que les leaders traditionnels, religieux et communautaires créent les espaces de dialogue pour faire la médiation des conflits et que les membres de communauté ont plus de confiance à ces leaders par rapport aux autorités locales, FDS, tribunaux et le HACP en tant que mécanismes de paix et justice. En plus des acteurs, certaines activités initiées par les différentes organisations ont été aussi mentionnées comme contribuant à la prévention et la résolution des conflits, notamment **les réunions de sensibilisation, les activités de solidarités pour les jeunes, les caravanes sportives et culturelles et les émissions radiophoniques**. Le sentiment que les voix de la population ne sont pas entendues par les leaders a été relevé à plusieurs reprises. Les activités qui créent des espaces de dialogue permettent les voix des diverses catégories sociales d'être entendues dans les contextes où de telles possibilités de dialogue inclusif et équitable n'existaient peut-être pas auparavant.

Conclusions et recommandations

Ce rapport a identifié les perceptions générales des populations sur les questions sécuritaires et s'est focalisé sur trois conflits principaux, tel qu'identifiés par les communautés elles-mêmes, dans les quatre sites où l'étude a été menée : **les tensions liées à la délinquance et la violence chez les jeunes ; les conflits liés à l'accès et la gestion des ressources ;** et **les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs.** D'autres conflits ont été identifiés qui ont aussi une certaine importance dans les quatre sites. Les tensions liées aux groupes extrémistes, les conflits autour des distributions, les conflits fonciers et les conflits de voisinage sont étroitement liés à la situation de sécurité précaire qui provoque d'importants mouvements de populations. La VBG est aussi considérable dans tous les quatre sites, touchant en majorité les femmes et les filles. Les conflits familiaux et les conflits liés au remboursement de crédits sont les conflits habituels qui ne présentent pas de risques graves. Cependant, s'ils persistent, ils pourraient déclencher la violence. En plus des conflits, il a identifié les mécanismes de paix, notamment **les leaders traditionnels** et **les organisations humanitaires** qui jouent un rôle important dans la prévention et la résolution des conflits.

Afin de mieux adapter les interventions à l'évolution des conflits et tensions locaux, les recommandations suivantes ont été formulées :

Aux organisations qui travaillent dans la transformation des conflits : Renforcer les capacités des leaders clés des différents secteurs dans la transformation des conflits et la bonne gouvernance. Les leaders traditionnels, les membres des comités de gestion des points d'eau, et les autorités locales doivent être ciblés en particulier pour les formations sur la transformation des conflits et la bonne gouvernance. À part les conflits et tensions identifiés dans cette étude qui exigent une amélioration dans la gestion, certains répondants ont parlé de l'injustice qu'ils observent au sein des autorités locales et leaders traditionnels.

Soutenir les initiatives qui créent les plateformes de dialogue et rassemblent les gens des diverses catégories sociales pour s'exprimer et s'écouter. Plusieurs répondants ont mentionné qu'ils ne se sentent pas bien écoutés par tous les acteurs qui interviennent chez eux et par les leaders qui prennent des décisions pour leur communauté. **Encourager les communautés d'engager les jeunes dans la prise des décisions.**

Prévoir des activités ludiques et culturelles qui réunissent les jeunes et les autre membres de communauté, en vue de canaliser et d'apaiser les tensions au sein des communautés ainsi que réduire la marginalisation des jeunes.

À la Haute Autorité à la Consolidation de la Paix (HACP) : Vulgariser davantage au niveau communautaire, les attributions des comités communaux de paix dans la prévention et la résolution des conflits.

Aux organisations qui interviennent dans le développement : Prioriser les jeunes dans les programmes de formation professionnelle et les initiatives d'AGRs et **plaidoyer pour la réouverture de certains secteurs d'AGRs** pour les jeunes. Ces derniers ont besoin des moyens durables et légitimes de gagner leur vie pour assurer leur survie et appuyer à leurs familles.

Aux organisations qui interviennent dans la distribution d'aide : Améliorer la collaboration avec les leaders locaux pour assurer une transparence du ciblage. **Faire le suivi** nécessaire au tour des distributions pour assurer que les distributions sont faites selon un ciblage équitable.

Au sous cluster VBG : Intensifier la sensibilisation sur la prévention des VBG. Cibler les leaders traditionnels et religieux pour assister à diffuser le message. Les jeunes hommes qui sont membre des *palais* et des *fadas* devraient être ciblés en particulier pour participer dans les activités de sensibilisation. Les femmes et les filles devraient être ciblés en particulier pour la sensibilisation sur leurs droits et les procédures de rapportage de VBG ainsi le counseling qui est à leur disposition.

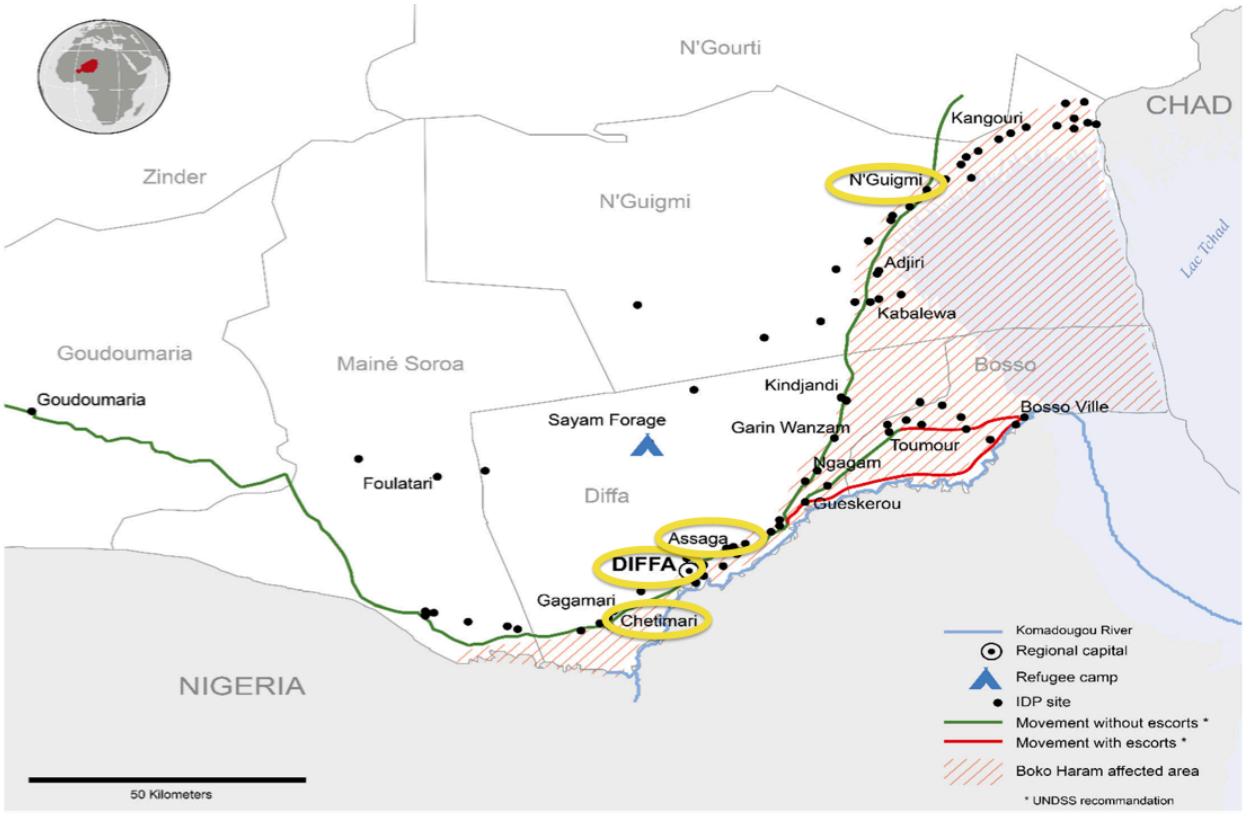
À tous les acteurs : Mettre un accent particulier sur le partage d'informations avec les bénéficiaires à tous les stades des projets ; et

Renforcer la collaboration et la compréhension mutuelle entre les différents acteurs. Améliorer la communication et la collaboration entre les différentes organisations humanitaires, les autorités locales, les leaders traditionnels, religieux et communautaires, les FDS, et les membres des communautés pour une stratégie d'intervention plus efficace.

Annexes

Annexe 1 : Carte des sites du Conflict Scan à Diffa

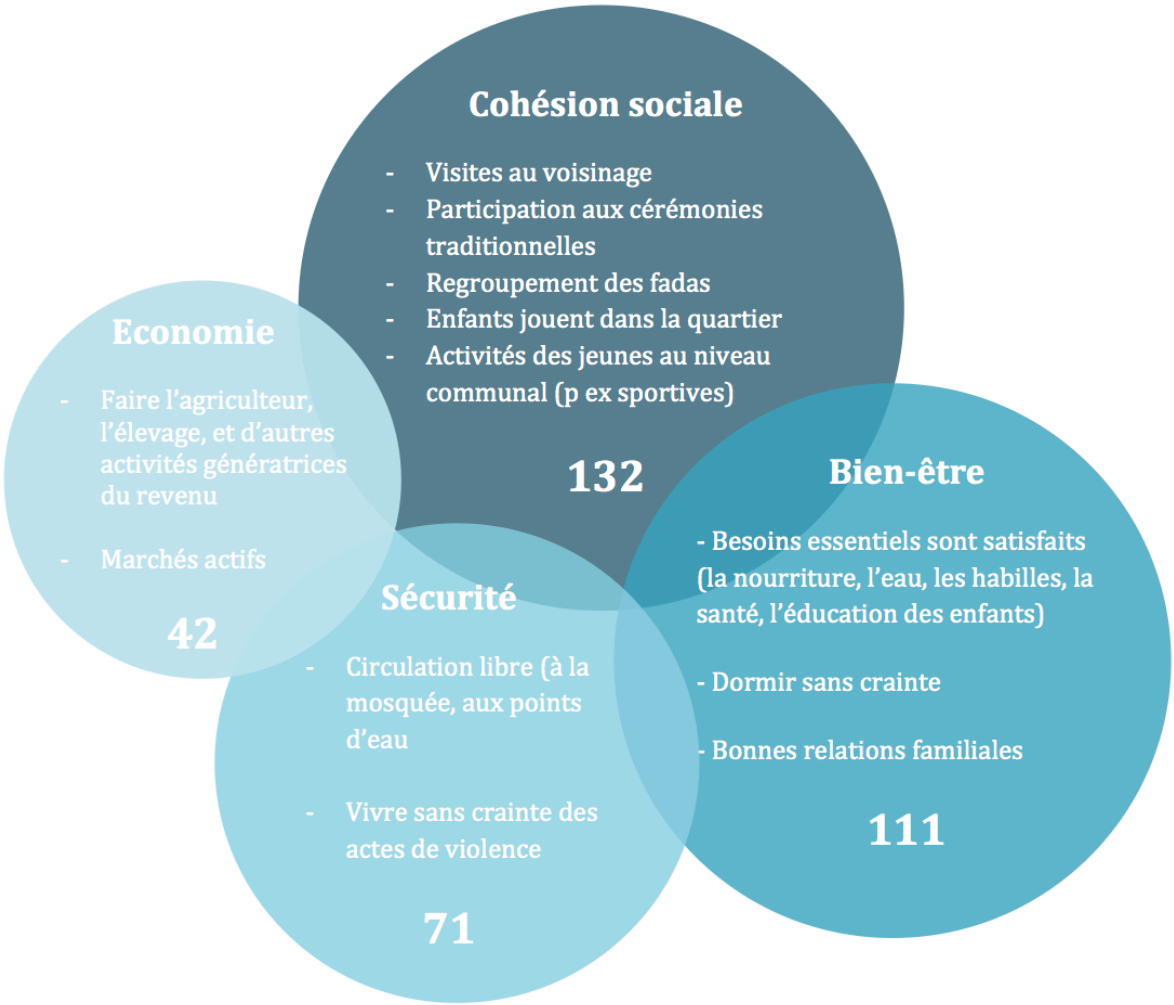
Les quatre communes où le Conflict Scan a été mené sont encerclé en jaune.
(Carte de l'accès, l'insécurité et les mouvements des population d'OCHA, mars 2018)



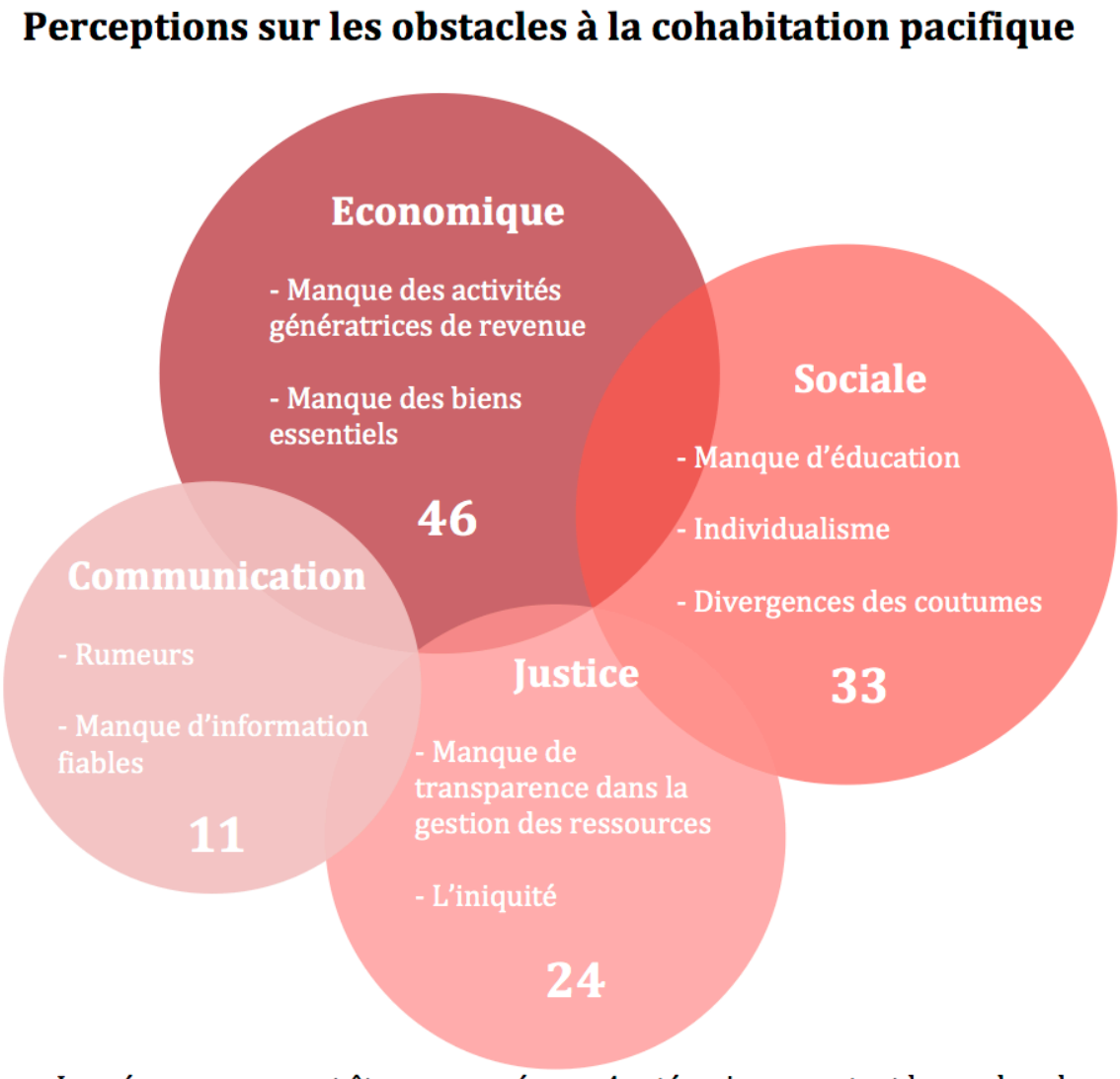
Annexe 2 : Indicateurs de paix

Que signifie la paix?

Nous avons demandé aux participants les indicateurs de paix à la maison, dans leur quartier et dans leur commune comme une base de comparaison aux perceptions de la situation sécuritaire actuelle. Les réponses peuvent être regroupées en 4 catégories, en notant le nombre de fois que chaque type d'indicateur à été mentionné.



Annexe 3 : Perceptions sur les obstacles à la cohabitation pacifique



Les réponses peuvent être regroupées en 4 catégories, en notant le nombre de fois que chaque type d'obstacle à été mentionné.

Annexe 4 : Autres conflits identifiés

Les répondants ont mentionné encore de nombreux conflits récurrents à part les trois qui ont été soulignés ci-dessus. Une brève explication de certains autres conflits figurent ci-dessous :

Sur la base des études antérieures[16] où **les conflits liés à l'accès et la gestion des distributions humanitaires** ont été identifiés, le questionnaire de cette enquête a inclus une question spécifique sur ce problème potentiel. Ces conflits ont été mentionnés **23** fois. Quelques répondants ont identifié les conflits pendant la distribution, mais en générale les conflits identifiés sont liés au ciblage des distributions. La perception commune est que certains groupes sont privilégiés par rapport aux autres dans le ciblage, dû à la partialité des chefs traditionnels envers certains groupes ethniques ou linguistiques, ainsi que les inégalités selon le statut (de réfugié, PDI, etc.). Un leader gouvernementale homme à N'guel Modou Mai observe qu'il existe « la non transparence dans le ciblage des populations vulnérables alors qu'il y a plusieurs couches sociales qui vivent au site ». Les conflits autours des distributions sont plus importants à N'guel Modou Mai où il a été mentionné 9 fois (par rapport à N'gourtoua (6 fois), Assaga (5 fois), et Dilerem (3 fois)). Les chefs traditionnels responsables à gérer ces conflits sont, dans certaines cas, impliqués dans les conflits comme ils participent dans le ciblage des distributions de l'aide. Ces conflits ont des risques tels que le manque continuelle de redevabilité par les leaders et le manque de confiance de la population envers ses leaders.

Les **conflits fonciers** ont été mentionnés **22** fois. La multiplication de la population à cause de déplacement aux sites signifie qu'il y a une insuffisance de terre à cultiver pour le plupart des habitants. En plus, il y a des situations des gens qui habitent sur la terre d'un autre, par exemple un retourné qui rentre et trouve les réfugiés ou PDIs qui résident sur son terre. Ces conflits sont étroitement liés aux conflits entre les éleveurs et les agriculteurs lorsque l'une des parties utilise les terrains réservés à l'autre partie.

Les **conflits familiaux** ont été mentionnés **20** fois. Ceux-ci se réfèrent aux conflits entre les époux ou entre les enfants qui impliquent de temps en temps les parents des différentes familles mais qui n'entraînent pas souvent à des actes de violence ou les divisions sociales graves. Il convient à noter que les répondants ont mentionné que ces conflits sont souvent dus à la pratique des châtiments physiques par un voisin sur les enfants d'un autre.

Les **conflits de voisinage** ont été mentionnés **16** fois et se réfèrent aux problèmes rencontrés à cause du voisinage immédiat des habitants dans les sites, comme la disposition d'ordures et l'eau usée dans l'espace de l'autre qui peut causer les problèmes d'hygiène.

La **violence basée sur le genre** (VBG) a été mentionnée **12** fois. Les types de VBG mentionnés sont le viol (primairement par les jeunes hommes où les jeunes femmes sont les victimes) et la violence domestique (primairement les maris sur leurs femmes). Parmi les conflits violents qui ont été mentionnés, le VBG prends la deuxième place (à égalité avec les confrontations violentes entre les groupes de jeunes et après seulement les conflits entre les éleveurs et agriculteurs qui a été le plus mentionné comme conflit violent). La VBG a été mentionné dans tous les quatre sites, avec une majorité (7) des réponses venant de Dilerem.

Les **tensions et les violences liées aux groupes extrémistes** ont été mentionnées **10** fois. Ceux-ci comprennent les attaques de Boko Haram ainsi que leur control de certains territoires où les membres de Boko Haram imposent les impôts sur les éleveurs qui traversent et ils volent leurs bétails. Ce conflit entre les membres de Boko Haram et les éleveurs a été soulevé uniquement à Dilerem. Un leader

[16] SFCG. *Niger conflict scan.* October 2017 et la méthodologie de cette étude en annexe 5.

gouvernemental homme à Dilerem dit qu'il y a « le conflit entre les BH (membres de Boko Haram) et les Peulhs éleveurs. Récemment ils ont fait un grave accrochage dont on a enregistré 7 morts du côté Peulhs et 14 morts du côté BH ». Il explique qu'il y a les « mésententes car chacun ne cède pas l'espace de pâturage. Particulièrement, les BHs veulent prélever des impôts aux éleveurs qui eux, montrent une résistance ».

Les **conflits liés au remboursement de crédit** ont été mentionnés **10** fois dont la majorité (7) des réponses sont de Dilerem avec les autres 3 réponses venant de N'gourtoua. Ces conflits se réfèrent aux délais de remboursement ou non-remboursement des dettes entre les individus.

Annexe 5 : Méthodologie du Conflict Scan à Diffa

Le conflict scan est basé sur une approche qualitative. Cette approche offre une réelle capacité d'analyse en fournissant des informations permettant de comprendre l'opinion des membres de la communauté, leur comportement face aux conflits et les mécanismes en place pour la promotion de la paix. Pour ce faire, des discussions de groupes – Focus Group Discussion (FGD), et des entretiens individuels clés – Key Informant Interviews (KII) ont été réalisés par des enquêteurs qui ont complétés une journée de formation sur les techniques de collecte de données qualitatives. Ces deux méthodes combinées ont permis de faire une triangulation des informations reçues et analyser les différences entre type de répondants. Les quatre sites ciblés pour faire cette étude sont rattachés aux communes suivantes :

- Commune de Gueskerou (Assaga)
- Commune de N'guigmi (Dilerem)
- Commune de Chetimari (N'gourtoua)
- Commune de Diffa (N'guel Modou mai)

Compte tenu des objectifs de cette recherche, les sites ont été choisies sur la base de deux (2) :

(1) les sites présentent des tensions, préjugés et des conflits existants observés par le groupe de travail protection et

(2) il y a un manque de compréhension sur les relations et tensions qui existent et qui ont le potentiel de se dégrader rapidement.

Les données recueillies ont permis donc de connaître et comprendre les tensions et les conflits présents et d'informer les acteurs nationaux et internationaux présents ou qui veulent s'y présenter.

Dans le cadre de l'implémentation d'activités dans les zones identifiées, certaines tensions et risques ont été identifiés par les équipes de SFCG. De même, les recherches publiées ailleurs (comme le Monitoring Protection mensuel ou le Conflict Scan de Search en 2017), les posent les bases pour le développement de notre méthodologie de recherche . Les tensions suivantes ont été identifiées par des consultations informels avec les différents dirigeants dans chaque site:

1. N'Guel Modou Mai :
   - Conflit lié aux vols dans le quartier
   - Consommation de la drogue
   - Distribution des vivres
   - Conflits d'intérêt entre fadas des jeunes
   - Conflits liés à l'enregistrement biométrique

2. Assaga :
   - Conflits entre adultes liés aux enfants
   - Conflits liés aux points d'eaux (l'accès et gestion)
   - Conflits agriculteurs et éleveurs

3. N'Gourtoua :
   - Conflit foncier
   - Conflit entre éleveurs et agriculteurs
   - Conflit lié à la distribution des vivres
   - Conflits liés aux points d'eaux (l'accès et gestion)
   - Conflits liés à l'arrivée de nouveaux réfugiés
   - Conflits de voisinage

- Chômage des jeunes
- Conflits entre conjoints
- Vol à main armée

4. Dilerem :
   - Conflits liés à l'arrivée de nouveaux réfugiés
   - Conflits liés aux distributions
   - Conflits liés à la méconnaissance des droits et devoirs des réfugiés
   - Consommation des drogues par les jeunes
   - Conflits liés au non-respect des consignes de l'état d'urgence
   - Conflits liés aux points d'eaux (l'accès et gestion)
   - Conflit de voisinage

Focus Group Discussions

Les FGD est un outil de recherche qui permet de stimuler et susciter de discussions riches. Les FGD sont basés sur le désir de communiquer sur certains problèmes, perspectives et opinions. Cette approche permet d'interagir avec un groupe de 6 à 12 personnes ayant généralement les caractéristiques similaires (genre, âge, ethnie, etc…). Ceci nous permettra d'avoir plus d'information assez rapidement et à moindre coûts sur les problèmes, les perspectives et les opinions de la population, afin de comprendre la dynamique qui prévaut par rapport à une situation donnée.

Les FGD ont été en groupe de 6 à 10 personnes soigneusement sélectionnées qui ont des caractéristiques similaires. Les discussions ont été menées par des enquêteurs, soigneusement sélectionnés et qui ont complétés 1 jour de formation intensive. Des questions ouvertes sont prédéfinies sur la base des questions de recherches qui ont pour but de faire ressortir les perceptions et les expériences des participants. Ceci est clé pour répondre aux objectifs de recherche.

- 1 FGD : Jeunes issus des communautés déplacées (réfugiées, retournées et/ou déplacées internes)
- 1 FGD : Femmes issues des communautés déplacées (réfugiées, retournées et/ou déplacées internes)
- 1 FGD : Communautés hôtes

3 FGD ont été menées dans chaque site. Au total sur les 4 sites, il y a eu 12 FGD avec au total de 96 participants. Les discussions ont pris environ 45 à 90 minutes en moyenne. Les guides ont été également traduits avant la formation en Kanuri et Haoussa, afin de s'assurer que le libellé et la formulation ne posent pas de problème dans la compréhension des participants. De plus ces traductions seront revues par l'équipe de collecte de données.

Les mêmes groupes (Réfugiés, déplacé, retournés et hôtes, jeunes et femmes) seront ciblés dans les activités qui seront mises en œuvre dans le projet sous financement UNHCR. De plus, toucher aux les groupes nous permet de comprendre les différents points de vue et opinions sur les conflits et tensions.

Key Informant Interviews

Les KIIs avec des individus clés sont essentiels pour recueillir des informations approfondies sur un sujet ou un contexte particulier, surtout s'il est nécessaire de comprendre la motivation, le comportement et les perspectives d'individus clés. De plus, avoir des conversations séparées avec différents informateurs nous permettra de vérifier l'information donnée, et de pouvoir cibler individuellement certains acteurs qui ont

beaucoup de connaissances. Ici aussi les entretiens ont été menés par des enquêteurs qui ont munies de questions ouvertes prédéfinies. Il y a eu 8 à 12 KII par site touchant 42 personnes au total. Il s'agit ici de cibler des personnes spécifiques afin qu'on puisse comparer et comprendre les différences entre individus. Les guides préparés ont été également traduits en Kanuri, Haoussa et Fulfulde afin de s'assurer que le libellé et la formulation n'entraînent pas de problème à la compréhension des participants.

Les KIIs, quant à eux, ont ciblé des acteurs clés sur chaque site :

- (1) Acteur gouvernemental (préfet/maire de la localité)
- (1) Homme leader des communautés hôtes
- (1) Représentant des jeunes de chaque communauté par site
- (1) Homme leader des déplacés internes
- (1) Homme leader des Réfugiés
- (1) Homme leader des Retournés
- (1) Femmes leaders réfugiés
- (1) Femme leader des déplacés internes
- (1) Femme leader des retournés
- (1) Femme leader des communautés hôtes

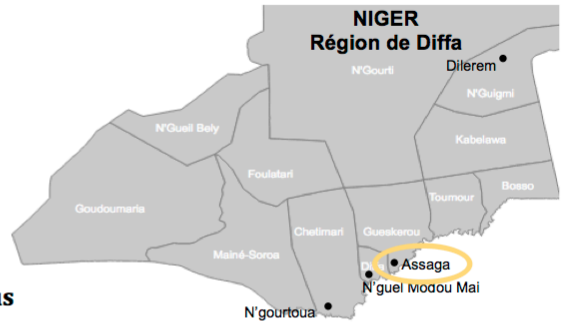
Ainsi, 10 entretiens individuels seront conduits dans chacune des quatre localités donc 40 au total. Globalement , il y a eu 136 informateurs/participants durant le FDG et les KII, soit 34 par site ciblé. Pour pouvoir sélectionner ces informateurs, nous avons pris contact avec nos partenaires qui sont présents sur les sites, et les autorités administratives et coutumières

Sites	FGD	KII
Diffa (N'Guel Modou Mai)	3	8
Geskerou (Assaga)	3	11
N'guigmi (Dilerem)	3	12
Chétimari (N'gourta)	3	11
Total	12	42
Personnes touchées	94	42
Total	**136**	

Annexe 6 : Factsheets par site

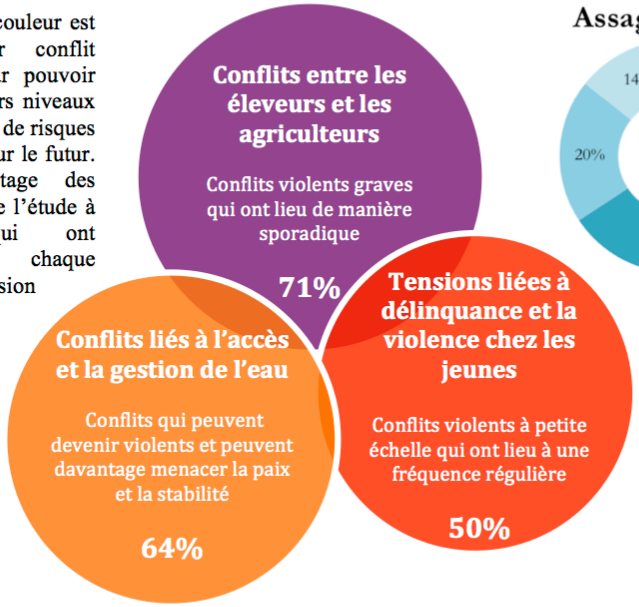
ASSAGA Factsheet: Conflict Scan à Diffa Juillet 2018

Search for Common Ground, à travers le projet « Kallo Karayé » (On est ensemble) financé par le Haut-Commissariat de Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) a mené une analyse rapide des évolutions récentes des conflits et tensions dans 4 sites dans la région de Diffa en juillet 2018. À Assaga, 11 entretiens individuels clés (KII) et 3 discussions de groupes (FGD) ont été réalisés, atteignant un total de 36 personnes (16 femmes et 20 hommes).

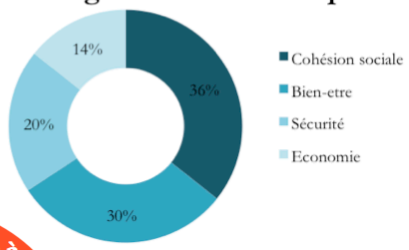


Les conflits et tensions identifiés qui ont le plus d'impact à Assaga

Un code de couleur est attribué par conflit identifié pour pouvoir connaître leurs niveaux de sévérité et de risques potentiels pour le futur. Le pourcentage des répondants de l'étude à Assaga qui ont mentionnés chaque conflit ou tension est indiqué.



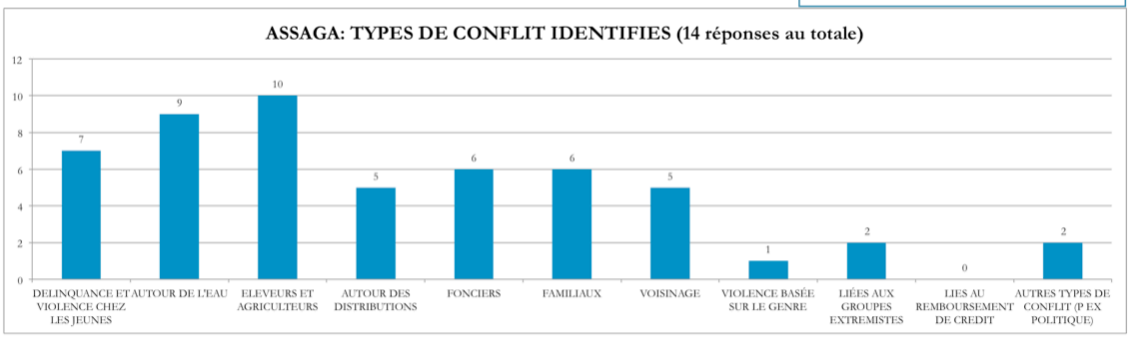
Assaga: Indicateurs de paix



Mécanismes de paix

Acteurs principaux de paix
- Organisations humanitaires
- Leaders traditionnels

Espaces de dialogue
- Les réunions de sensibilisation
- Les caravanes sportives et culturelles
-Émissions radiophoniques

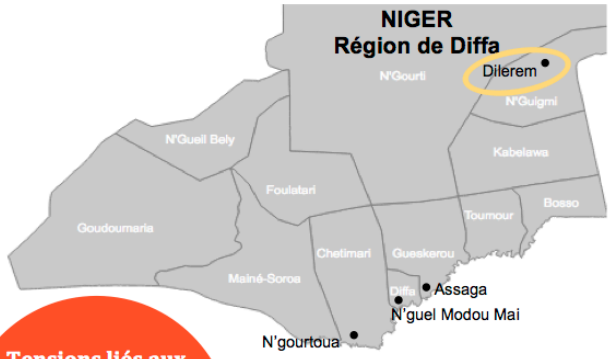


Search for Common Ground

UNHCR The UN Refugee Agency

DILEREM Factsheet: Conflict Scan à Diffa Juillet 2018

Search for Common Ground, à travers le projet « Kallo Karayé » (On est ensemble) financé par le Haut-Commissariat de Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) a mené une analyse rapide des évolutions récentes des conflits et tensions dans 4 sites dans la région de Diffa en juillet 2018. À Dilerem, 12 entretiens individuels clés (KII) et 3 discussions de groupes (FGD) ont été réalisés, atteignant un total de 33 personnes (14 femmes et 19 hommes).



Les conflits et tensions identifiés qui ont le plus d'impact à Dilerem

Un code de couleur est attribué par conflit identifié pour pouvoir connaître leurs niveaux de sévérité et de risques potentiels pour le futur. Le pourcentage des répondants de l'étude à Dilerem qui ont mentionnés chaque conflit ou tension est indiqué.

Tensions liées à délinquance et la violence chez les jeunes
Conflits violents à petite échelle qui ont lieu à une fréquence régulière
67%

Tensions liés aux groupes extrémistes
Conflits violents à petite échelle qui ont lieu à une fréquence régulière
47%

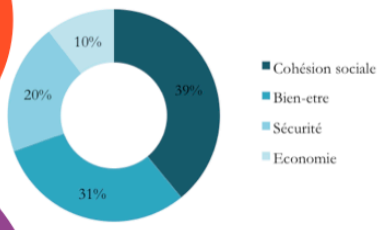
Conflits liés au remboursement de crédit
Conflits qui ne causent pas des tensions très significatives
47%

Conflits entre les éleveurs et les agriculteurs
Conflits violents graves qui ont lieu de manière sporadique
67%

Violence basée sur le genre
Conflits violents à petite échelle qui ont lieu à une fréquence régulière
47%

Conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau
Conflits qui peuvent devenir violents et peuvent davantage menacer la paix et la stabilité
60%

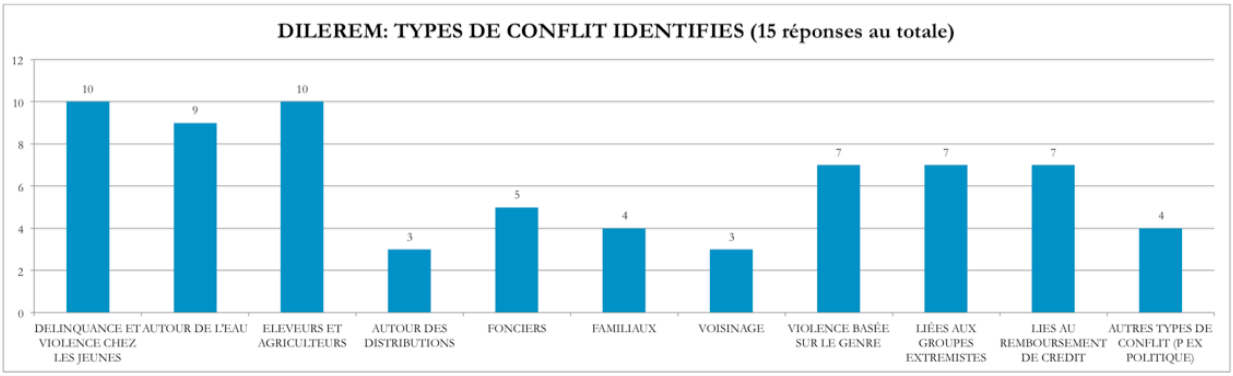
Dilerem: Indicateurs de paix



Mécanismes de paix

Acteurs principaux de paix
- Leaders traditionnels
- Autorités locales
- FDS
- Tribunaux

Espaces de dialogue
- Les réunions de sensibilisation
- Les caravanes sportives et culturelles

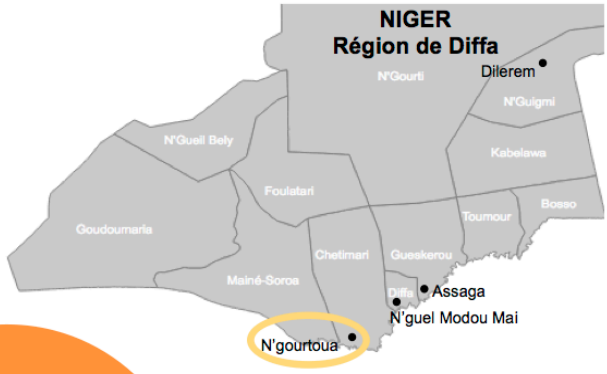


Search for Common Ground

UNHCR The UN Refugee Agency

N'GOURTOUA Factsheet: Conflict Scan à Diffa Juillet 2018

Search for Common Ground, à travers le projet « Kallo Karayé » (On est ensemble) financé par le Haut-Commissariat de Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) a mené une analyse rapide des évolutions récentes des conflits et tensions dans 4 sites dans la région de Diffa en juillet 2018. À N'gourtoua, 11 entretiens individuels clés (KII) et 3 discussions de groupes (FGD) ont été réalisés, atteignant un total de 35 personnes (12 femmes et 23 hommes).



Les conflits et tensions identifiés qui ont le plus d'impact à N'gourtoua

Un code de couleur est attribué par conflit identifié pour pouvoir connaître leurs niveaux de sévérité et de risques potentiels pour le futur. Le pourcentage des répondants de l'étude à N'gourtoua qui ont mentionnés chaque conflit ou tension est indiqué.

Conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau

Conflits qui peuvent devenir violents et peuvent davantage menacer la paix et la stabilité

79%

Conflits entre les éleveurs et les agriculteurs

Conflits violents graves qui ont lieu de manière sporadique

71%

Conflits familiaux

Conflits qui ne causent pas des tensions très significatives

57%

Tensions liées à délinquance et la violence chez les jeunes

Conflits violents à petite échelle qui ont lieu à une fréquence régulière

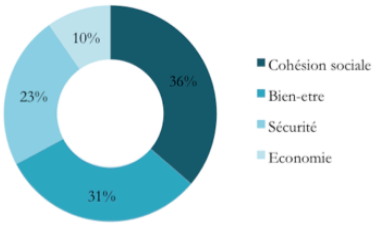
57%

Conflits fonciers

Conflits qui ont peu de risque de devenir violent mais qui créent les divisions sociales

57%

N'gourtoua: Indicateurs de paix



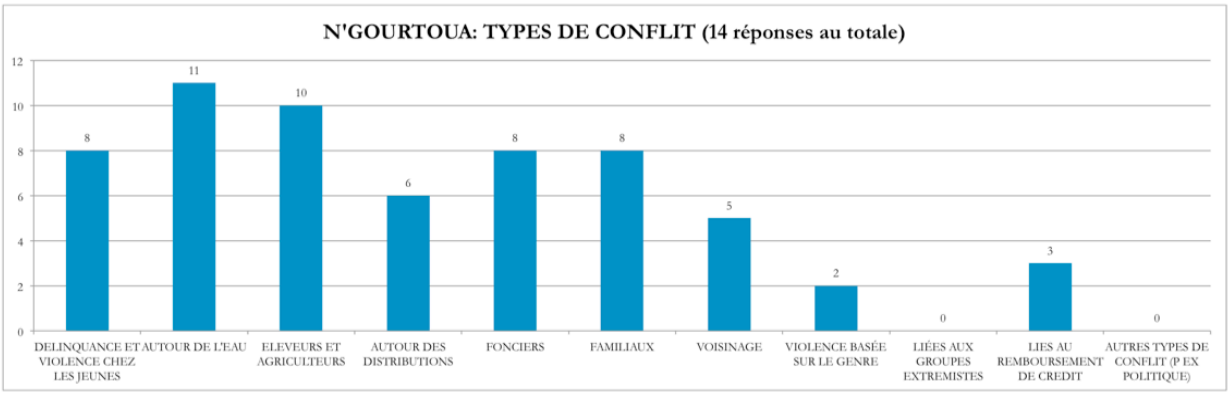
Mécanismes de paix

Acteurs principaux de paix

- Leaders traditionnels
- Leaders communautaires

Espaces de dialogue

- Réunions de sensibilisation

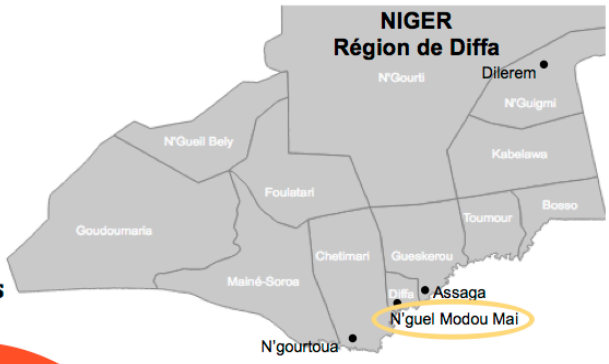


Search for Common Ground

UNHCR The UN Refugee Agency

N'GUEL MODOU MAI Factsheet: Conflict Scan à Diffa Juillet 2018

Search for Common Ground, à travers le projet « Kallo Karayé » (On est ensemble) financé par le Haut-Commissariat de Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) a mené une analyse rapide des évolutions récentes des conflits et tensions dans 4 sites dans la région de Diffa en juillet 2018. À N'guel Modou Mai, 8 entretiens individuels clés (KII) et 3 discussions de groupes (FGD) ont été réalisés, atteignant un total de 32 personnes (14 femmes et 18 hommes).



Les conflits et tensions identifiés qui ont le plus d'impact à N'guel Modou Mai

Un code de couleur est attribué par conflit identifié pour pouvoir connaître leurs niveaux de sévérité et de risques potentiels pour le futur. Le pourcentage des répondants de l'étude à N'guel Modou Mai qui ont mentionnés chaque conflit ou tension est indiqué.

Tensions liées à délinquance et la violence chez les jeunes

Conflits violents à petite échelle qui ont lieu à une fréquence régulière

100%

Conflits entre les éleveurs et les agriculteurs

Conflits violents graves qui ont lieu de manière sporadique

45%

Conflits liés à l'accès et la gestion des distributions

Conflits qui ont peu de risque de devenir violent mais qui créent les divisions sociales

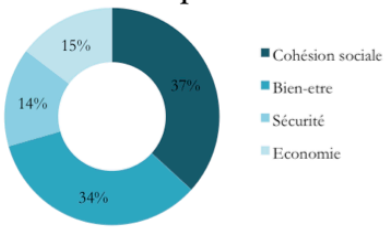
82%

Conflits liés à l'accès et la gestion de l'eau

Conflits qui peuvent devenir violents et peuvent davantage menacer la paix et la stabilité

55%

N'guel Modou Mai: Indicateurs de paix



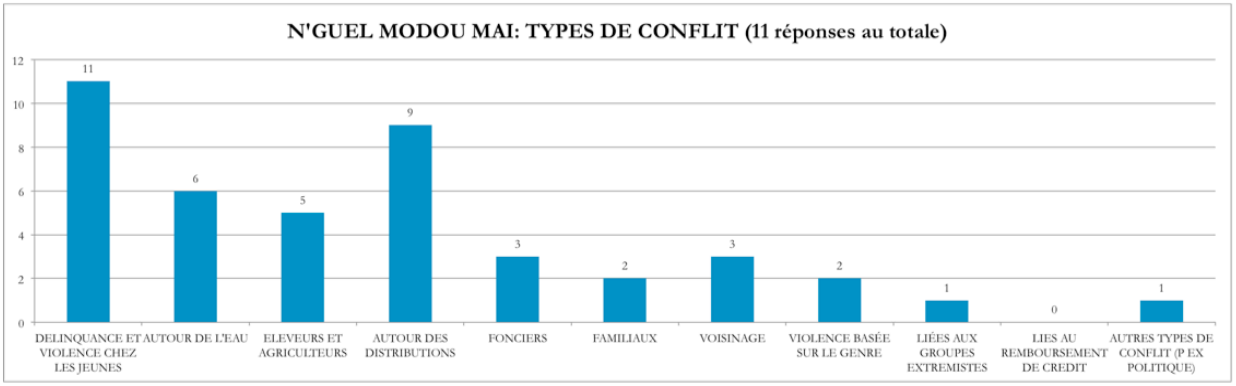
Mécanismes de paix

Acteurs principaux de paix

- Leaders traditionnels
- Organisations humanitaires

Espaces de dialogue

- Réunions de sensibilisation
- Les caravanes sportives et culturelles



Search for Common Ground

UNHCR The UN Refugee Agency